



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché n°2025-657

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un marché
d'assurance collective de frais de santé et de prévoyance**

Table des matières

ARTICLE.1. CONTEXTE ET ENJEUX DU BESOIN	4
1.1. PRESENTATION DE CCI FRANCE.....	4
1.2. CONTEXTE DE LA MISSION.....	4
ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
4.1 DUREE DE LE MARCHÉ.....	5
4.2 POINT DE DEPART DES PRESTATIONS A BON DE COMMANDE	6
4.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	6
4.4 PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4.5 REUNION PREPARATOIRE DE LANCEMENT	6
4. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5. BONS DE COMMANDE	6
5.1 MODE DE PASSATION DES COMMANDES	7
5.2 DELAIS.....	7
5.3 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'UNE COMMANDE.....	7
6. CONTENU DES PRESTATIONS	7
6.1 PRESTATIONS ATTENDUES	7
6.2 ACTIONS EFFECTUEES PAR CCI FRANCE	10
6.3 CONDITIONS DE REMISE DES LIVRABLES	10
7. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS	10
8. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE	11
8.1 COMPETENCES	11
8.2 CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	11
8.3 ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT	11
8.4 RECUSATION	12
8.5 STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	12
9. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
9.1 REGIME DES RESULTATS	12
9.2 REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	16
9.3 GARANTIES.....	18
10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
10.1 OBLIGATIONS GENERALES	18
10.2 CONSEIL ET INFORMATION	18
10.3 CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....	19
11. PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	19
11.1 CONTENU DU PRIX	19
11.2.1 PRESTATIONS A PRIX FORFAITAIRE	20
11.2.2 PRESTATIONS A PRIX UNITAIRES	20
11.3 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	20
11.4 FORME DES PRIX	20
11.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	20
12. MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	21
12.2 DELAI DE REGLEMENT	21
12.3 MODALITES DE FACTURATION	21
12.3.1 ACCEPTATION DU MONTANT DE LA FACTURE	22
12.3.2 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE GROUPEMENT	22

12.3.3	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	22
12.3.4	MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD	22
12.3.5	FACTURES DEMATERIALISEES.....	22
12.4	DELAIS DE REGLEMENT ET INTERETS MORATOIRES	22
13.	AVANCE	23
14.	RETENUE DE GARANTIE	23
15.	PENALITES	23
15.2	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA FOURNITURE DES LIVRABLES	23
15.3	PENALITE POUR NON-REMPLACEMENT DU PERSONNEL	24
15.4	AUTRES PENALITES	24
15.5	MODALITES D'APPLICATION	24
16.	ASSURANCES	24
17.	SOUS-TRAITANCES – CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE	25
17.1	SOUS-TRAITANCE	25
17.2	CESSION DU MARCHE.....	25
17.2.1	CESSION DU MARCHE A LA DEMANDE DU TITULAIRE	25
17.2.2	CESSION DU MARCHE A LA DEMANDE DE CCI FRANCE.....	25
18.	DISPOSITIF DE VIGILANCE DE LA REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	25
19.	RÉSILIATION.....	26
20.	DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	26
21.	ATTRIBUTIONS DE COMPETENCE	26
22.	DÉROGATION AU CCAG-PI.....	26

1.1. Présentation de CCI France

CCI France est l'établissement national fédérateur, animateur et coordinateur des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Cet établissement public à caractère administratif de l'État a été créé par le décret n°64-1200 du 4 décembre 1964.

CCI France a notamment pour objet de représenter les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) afin de représenter et défendre les intérêts du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales ainsi qu'auprès des grands partenaires publics et privés.

CCI France participe aux travaux et est associée aux délibérations de nombreux organismes nationaux de concertation à vocation économique et sociale et joue pleinement un rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires.

Les prises de position de CCI France sont transmises aux pouvoirs publics. Ses travaux d'analyse et de prospective donnent lieu à des publications régulières. CCI France a également pour mission de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'échange d'expérience afin d'accroître l'homogénéité et la qualité des prestations sur l'ensemble du territoire.

Afin d'assurer la coordination des commandes au sein de l'ensemble des établissements du réseau des CCI de France, CCI France agit en qualité de centrale d'achat au sens de l'article L2113-2 du code de la commande publique, conformément aux articles L. 711-16 et R. 711-55 du Code de commerce.

Il est précisé qu'à la demande du Ministère chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire, des travaux ont été engagés récemment pour réfléchir à un rapprochement des deux réseaux consulaires que sont les CCI et les CMA (Chambres des métiers et de l'artisanat).

Ces derniers pourraient conduire à terme à élargir le périmètre du marché, dans un objectif de mutualisation des achats, sans pour autant qu'une décision ait été prise à ce jour sur le sujet.

1.2. Contexte de la mission

Dans le cadre de la passation du marché national visant à assurer le régime « frais de santé » et le régime « prévoyance » CCI France souhaite se faire assister par un cabinet de conseil.

A ce titre, sont actuellement en cours les marchés suivants :

- Marché 602_2022 : frais de santé ayant une date de fin au 31/12/2026
- Marché 2025-654 : prévoyance, ayant une date de fin au 31/12/2026

CCI France souhaite donc se faire assister pour lancer une nouvelle procédure avec les deux types de prestations, santé et prévoyance. Le type de procédure (un marché unique avec deux lots « régime frais de santé » et « régime de prévoyance » ou deux marchés différents pour chaque régime) sera à déterminer sur la base des préconisations du conseil. Le nouveau marché (ou les nouveaux marchés) devra (devront) impérativement débiter le 01/01/2027.

ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation, la passation d'un marché (ou deux marchés selon la procédure retenue) public relatif à la gestion des régimes nationaux de prévoyance et frais de santé des collaborateurs (agents publics et salariés) des CCI.

ARTICLE.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du marché et son annexe financière (BPU),
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) à accepter sans aucune modification,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles. La pièce générale citée ci-dessus n'est pas jointe au contrat. Elle est néanmoins contractuelle.
- Les modifications éventuelles du marché ;
- Les bons de commande afférents au marché ;
- Le planning de mise en œuvre ;
- L'offre du titulaire et sa note méthodologique concernant l'organisation générale de la prestation.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les originaux des documents qui font seule foi sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 Durée de le marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification. Il sera tacitement reconductible une fois, pour une période de 12 mois.

En cas de décision de non-reconduction, un écrit avec accusé de réception (mail ou courrier) sera transmis au(x) titulaire(s) trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. Le non-renouvellement ne donne lieu à aucun versement d'indemnités.

Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée du marché.

4.2 Point de départ des prestations à bon de commande

L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarrera à la date fixée dans le bon de commande.

CCI France pourra émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCP.

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra excéder 3 (trois) mois au-delà du terme du marché. Les bons de commande émis par CCI France et notifiés au Titulaire fixent la durée d'exécution des prestations commandées. Aucun bon de commande ne peut être passé après l'expiration du marché.

Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, et ils en détermineront la quantité.

4.3 Prestations supplémentaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du Code de la Commande Publique.

4.4 Prestations similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le titulaire du présent marché et ce conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

4.5 Réunion préparatoire de lancement

Dès notification du marché au titulaire, une réunion préparatoire sera organisée dans les locaux de CCI France au cours de laquelle seront présentés les intervenants ainsi que le planning de mise en œuvre et tâches associées.

4. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées principalement dans les locaux du titulaire mais pourront aussi se dérouler en visioconférence à la demande de ce dernier

5. BONS DE COMMANDE

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-PI

5.1 Mode de passation des commandes

Les prestations à commandes indiquées dans l'annexe financière, font l'objet de bons de commande. Ces bons de commande, datés et numérotés, sont établis par CCI France au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande est signé par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ou toute autre personne qu'il a déléguée.

Adressé au Titulaire, le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Le lieu de la prestation,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande.

Le bon de commande peut être modifié en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. Le pouvoir adjudicateur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

5.2 Délais

Le bon de commande est notifié au Titulaire par un mail qui fait foi de la date et de l'heure avant tout commencement d'exécution des prestations.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de retard d'exécution des prestations et conformément aux dispositions du présent marché, il sera fait application des pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent CCP.

5.3 Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par CCI France et notifié au Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant dû par CCI France au prestataire. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire. L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché.

6. CONTENU DES PRESTATIONS

6.1 Prestations attendues

Le titulaire remplira une mission d'appui et de conseil auprès des interlocuteurs de CCI France, tant sur la matière assurantielle, financière, actuarielle, juridique, sociale, fiscale ou méthodologique notamment.

CCI France souhaite que la prestation soit décomposée en 4 étapes :

Phase n° 1 : Analyse de la situation actuelle et préconisations concernant les régimes de prévoyance complémentaire et de frais de santé

Les prestations attendues lors de cette phase sont les suivantes :

- Analyse de l'acte fondateur des régimes actuels de prévoyance complémentaire et frais de santé et préconisations d'évolution (annexe 1 à l'article 52 « Régimes de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé » du Statut du personnel des CCI joint à l'appel d'offre)
- Analyse des contrats et de leur adéquation à la situation des CCI (en lien avec les risques couverts et la sinistralité)
- Audit des comptes liés au régime de prévoyance et analyse de l'équilibre financier du régime. Cette prestation sera directement prise en charge financièrement par le groupe VYV à hauteur de 15.000 euros TTC. Ce montant est fixe, non négociable
- Audit des comptes liés au régime de frais de santé et analyse de l'équilibre financier du régime (non pris en charge financièrement par le groupe VYV)
- Préconisations portant sur l'évolution des garanties et des cotisations afférentes pour chaque régime

Le livrable de cette phase est le suivant :

- Rapport d'analyse sur les régimes prévoyance et de frais de santé intégrant des recommandations d'évolution intégrant une analyse de l'acte fondateur, des contrats en cours et des comptes (version complète et synthèse).

Elle pourra donner lieu à une mise en relation avec les organismes afin de faciliter la récolte des données nécessaires à l'analyse.

Phase n° 2 : Accompagnement et conseil dans le cadre du lancement de la consultation (ou des consultations) des régimes de prévoyance complémentaire et frais de santé

Les prestations attendues lors de cette phase sont les suivantes :

- Appui à la détermination du choix de la procédure de mise en concurrence, dans le respect des règles liées à la commande publique et de ses caractéristiques (pièces exigées au titre de la candidature, de l'offre, critères de sélections des candidatures et de jugement des offres, négociation, le retro planning, etc.)
- Formalisation du besoin (risques à couvrir, limites et exclusions éventuelles de garantie, durée du marché, procédure à utiliser, etc., conformes aux accords collectifs organisant les régimes).
- Rédaction matérielle des pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), notamment (liste non exhaustive) :
 - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
 - ✓ Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
 - ✓ Règlement de la Consultation ;
 - ✓ Acte d'Engagement ;
 - ✓ Pièces financières (BPU, DQE..etc) ;
 - ✓ Annexes éventuelles.
- Préparation et rédaction de l'avis de marché. Le DCE finalisé sera présenté à CCI France avant lancement de la procédure.

Les livrables de cette seconde phase sont les suivants :

- Pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Projet d'avis des marchés

Phase n° 3 : Assistance à la mise en concurrence des opérateurs économiques

Les prestations attendues lors de cette phase sont les suivantes :

- Assistance pendant la phase de consultation, notamment en cas de questions des candidats :
 - ✓ Analyse des questions posées ;
 - ✓ Présentation d'une réponse détaillée ;
 - ✓ Le cas échéant, modification des pièces du DCE.
- Assistance à l'analyse des candidatures et des offres :
 - ✓ Participation à l'ouverture des propositions le cas échéant ;
 - ✓ Analyse administrative et technique détaillée des candidatures et des offres : argumentaire, choix des candidats admis à présenter une offre le cas échéant, tableaux synthétiques, et rédaction du rapport de choix...etc. Une attention particulière devra être apportée à la conformité des offres aux accords collectifs nationaux en cours ou à venir concernant le régime prévoyance et le régime frais de santé et au cadre légal applicable.
 - ✓ Demandes de précision lorsque celles-ci se révèlent nécessaires (rédaction des demandes et analyses des réponses).
- Assistance et conseil, le cas échéant, pour la préparation et la conduite des négociations, notamment :
 - ✓ Fourniture d'un support de négociation ;
 - ✓ Participation aux entretiens de négociation.

Les livrables de cette seconde phase sont les suivants :

- Formalisation des réponses aux questions posées par les candidats
- Modification éventuelle du DCE
- Support de négociation le cas échéant
- Rédaction des courriers de rejet
- Grille d'analyse des candidatures complétée
- Grille d'analyse des offres complétée
- Rapport de choix

Phase n° 4 : Assistance à la mise en place des contrats

Les prestations attendues lors de cette phase sont les suivantes :

- Vérification, avant signature, de la conformité des nouveaux contrats aux offres retenues (vérification et validation des documents produits par le prestataire et de leur cohérence avec les pièces des marchés et l'acte fondateur des régimes de prévoyance complémentaire et de frais de santé)
- Assistance en cas de dysfonctionnement lors du lancement des prestations
- Appui technique à CCI France en cas de contentieux pré contractuel ou contractuel dont notamment production argumentée des éléments techniques permettant d'étayer la demande de CCI France
- Participation aux réunions de lancement des marchés

Phase transverse : Accompagnement à la négociation sociale sur l'évolution des régimes de prévoyance et frais de santé

Au cours de l'exécution des différentes phases du marché, il sera également demandé au Titulaire une prestation d'accompagnement à la phase de négociation sociale avec les organisations syndicales, à mener en 2026 préalablement au lancement des marchés relatifs à la prévoyance complémentaire et frais de santé qui devront être mis en place à compter du 1^{er} janvier 2027.

Cette phase intégrera les prestations suivantes :

- Accompagnement à la rédaction des accords nationaux intégrant les modifications des régimes prévoyance complémentaire et frais de santé et à l'évolution des garanties qui seront identifiées lors de la phase 1. Une attention particulière sera à ce titre portée à la sécurisation juridique de ces éléments.
- Participation à des réunions avec les organisations syndicales pour les accompagner à la bonne compréhension des évolutions proposées

6.2 Actions effectuées par CCI France

CCI France s'engage à : fournir la charte graphique pour les documents constitutifs du DCE (excepté les annexes financières), à mettre en ligne le DCE sur son profil acheteur, à faire les publications nécessaires au BOAMP/JOUE, à télécharger et transmettre les plis des soumissionnaires, à transmettre les questions des candidats durant la procédure et à mettre en ligne la réponse produite par le titulaire, à transmettre via le profil acheteur les demandes de compléments éventuelles et remettre ensuite les réponses au titulaire, rédiger le courrier d'attribution provisoire et de notification.

6.3 Conditions de remise des livrables

Les livrables pourront être remis à CCI France à l'occasion d'une réunion de travail ou par courriel en format open office, libre office, word, excel ou équivalent. CCI France accusera réception de ces livrables.

Les livrables feront l'objet d'une acceptation écrite de CCI France qui vaudra, le cas échéant, validation de l'étape si tous les livrables sont bien acceptés.

En cas de modification demandée par CCI France, les livrables concernés seront retournés et corrigés autant de fois que nécessaires par le titulaire dans le délai qui lui sera imparti, jusqu'à validation finale. Le prix du présent marché tient compte de ces échanges éventuels, aucun supplément ne pourra être accordé.

7. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées dans les conditions décrites au CCP.

La réalisation des prestations donnera lieu à la remise de livrables indiqués au CCP.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, après remise des prestations relatives à chaque phase, CCI France dispose d'un délai maximum de 20 jours ouvrés à chacune des étapes, pour prononcer la réception des prestations.

Si les éléments remis ne répondent pas à ses attentes, CCI France peut prendre une décision motivée d'ajournement ou de réfaction dans ce même délai.

Le Titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à chacune des étapes, pour :

- parfaire les documents ou présenter ses observations, en cas d'ajournement ;
- présenter ses observations en cas de réfaction.

En cas d'ajournement et passé ce délai, s'il y a silence ou refus du Titulaire, CCI France prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet.

En cas de réception avec réfaction et passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de CCI France.

8. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE

8.1 Compétences

Le Titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés.

Le Titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

8.2 Correspondants du titulaire

Le responsable de la prestation

Il est le garant de la qualité des prestations. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du représentant de la CCI France, d'en assurer la mise en œuvre, le suivi et de contrôler les prestations avant réception.

Le responsable de la prestation du titulaire a pour rôle de :

- prendre en compte les méthodes et la culture de CCI France ;
- proposer des conseils et réponses techniques aux besoins ;
- contrôler les délais ;
- identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- assurer la conduite générale et la coordination du projet.

L'équipe du Titulaire

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du Titulaire.

L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation désigné qui est le seul interlocuteur auprès de CCI France pour l'ensemble des questions à traiter en cours de réalisation du marché.

Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel de l'accord cadre.

8.3 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser le pouvoir adjudicateur par mail et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de l'avis susmentionné. Ce remplaçant sera expressément agréé par le pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant proposé dans les conditions indiquées ci-après.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

8.4 Récusation

Pendant toute la durée de la mission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées au point 2 du présent article.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est recusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

8.5 Statut du personnel du titulaire

Les personnels du titulaire demeurent les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le personnel du Titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux que le personnel du pouvoir adjudicateur.

9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

9.1 Régime des résultats

9.1.1 Finalité du besoin et utilisation des résultats du marché

Le présent article renvoie au Chapitre 6 du CCAG-PI et plus particulièrement à l'article 35 prévoyant la cession des droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du pouvoir adjudicateur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que le pouvoir adjudicateur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétence du pouvoir adjudicateur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, à quelques conditions que ce soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

En précision de la définition de « résultats » de l'article 32 du CCAG-PI, la notion de résultat couvre dans le cadre du présent marché, et sans que cette liste ne soit limitative, les livrables réalisés par le titulaire tels que précisés dans le présent CCP mais aussi les éléments tels que le logo et sa charte graphique, la charte graphique du site internet, les maquettes des supports de communications (on line ou off line), les éléments graphiques des supports de communications (on line ou off line), les affiches, les bandeaux, ...

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

9.1.2 Droits du pouvoir adjudicateur

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie au pouvoir adjudicateur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 du CCAG-PI.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre du pouvoir adjudicateur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans,

chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour le pouvoir adjudicateur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° Les résultats ayant pour objet de promouvoir les pouvoir adjudicateur, ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° Les résultats qualifiés de confidentiels. Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°. Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec le pouvoir adjudicateur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Pour les cas où tout ou partie des prestations peuvent être qualifiées de bases de données, il est expressément convenu que seul le pouvoir adjudicateur a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L 341-1 du code de la Propriété Intellectuelle, et qu'il détienne seul tous les droits y afférents.

Le présent article demeurera en vigueur après la cessation des présentes, pour quelque cause que ce soit.

Le pouvoir adjudicateur reste par ailleurs seul propriétaire des documents, des données, des informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire du marché pour les besoins des présentes ou auxquels cette dernière pourrait avoir accès et notamment le logo de CCI France.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et le titulaire dispose d'un accès à ces données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur.

9.1.3 Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit du pouvoir adjudicateur, de sorte qu'il n'y a pas lieu à redevance dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est seulement autorisé à publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG-PI et du régime de confidentialité des résultats, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché. La publication mentionne que les résultats ont été financés par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage en outre à ce que cette publication des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du pouvoir adjudicateur.

Pour permettre au pouvoir adjudicateur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

- Pour les logiciels :
- les codes exécutables ;

- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
- les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ; ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.

- Pour les autres œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.) : les fichiers sources et natifs dans un format ouvert

Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non. A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35 du CCAG-PI aurait porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35 du CCAG-PI, il en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35 du CCAG-PI, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, au pouvoir adjudicateur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas au pouvoir adjudicateur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage le pouvoir adjudicateur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur conserve les droits d'utilisation applicables au marché. Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché. Le pouvoir adjudicateur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle. L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1. du CCAG-PI. Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs. Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats.

Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, avec l'accord préalable et écrit de CCI France, dans les conditions prévues dans les documents particuliers du marché.

9.2 Régime des connaissances antérieures

Les « connaissances antérieures » définies à l'article 32.2 du CCAG-PI désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins du pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent au pouvoir adjudicateur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieure et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, les noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les « connaissances antérieures standards » définies à l'article 32.3 du CCAG-PI désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard

9.2.1 Régime général

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans celui-ci restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par le pouvoir adjudicateur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

9.2.2 Stipulations spécifiques

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, du tiers et du pouvoir adjudicateur dans les résultats ou fournit de telles connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que de telles connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. Le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation que le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice du pouvoir adjudicateur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf stipulations contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit du pouvoir adjudicateur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par le pouvoir adjudicateur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

9.3 Garanties

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, le titulaire du marché garantit à CCI France la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, y compris droit à l'image des personnes et des biens relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1 Obligations générales

Le titulaire s'engagera à respecter le calendrier qui sera proposé à CCI France dans le cadre du mémoire technique après validation définitive. Le titulaire s'engagera à assurer un contact permanent avec CCI France.

Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement une parfaite impartialité vis à vis des prestataires parmi lesquels CCI France aura à choisir son assureur. Il s'engage à formuler des avis en toute indépendance, à la demande de CCI France, sur le choix d'un intermédiaire ou d'une compagnie et en fonction de leurs compétences ou capacités propres, CCI France pourra demander au titulaire de rencontrer ses assureurs, notamment lors de l'analyse de la sinistralité, l'étude de l'évolution d'une garantie ou la négociation d'un avenant de majoration tarifaire.

L'engagement du titulaire, quant aux objectifs à atteindre, constitue une obligation de moyens. A ce titre, le prestataire met à la disposition de CCI France les compétences et les moyens en adéquation avec la présente mission, notamment en termes de délais.

10.2 Conseil et information

Le Titulaire doit fournir à CCI France, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché. Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à CCI France, elles donnent obligatoirement lieu à la remise, dans les meilleurs délais, d'un document écrit de confirmation.

10.3 Confidentialité et sécurité

Un document relatif à la protection des données et des traitements des données confiées au titulaire est annexé à l'acte d'engagement. Le titulaire accepte de fait cette annexe dans sa première version lors de la remise de son offre. Des modifications peuvent toutefois être apportées au document dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat. La prise d'effet du document modifié est soumise à l'acceptation formelle des deux parties. L'annexe A du document RGPD; spécifications des traitements de données à caractère personnel; n'est toutefois pas négociable et doit être complétée intégralement lors de la remise des offres.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage donc à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies dont il n'aurait plus l'utilité.

CCI France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect par le titulaire des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du nouveau code pénal.

CCI France pourra demander la révocation du Titulaire sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

11. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

11.1 Contenu du prix

Les prestations objet du marché sont réglées par application d'un forfait et d'un prix unitaire pour la partie à commande et figurant aux annexes financières de l'acte d'engagement.

Les prix indiqués sur l'annexe financière comprennent les dépenses de toute natures inhérents à l'exécution des prestations, et notamment :

- ☞ les frais de déplacement liés à l'exécution du contrat (frais de restauration, d'indemnités de transport, frais de séjour et d'hébergement,...) ;
- ☞ les frais administratifs ;
- ☞ les frais de l'uniforme ainsi que les frais de pressing ;
- ☞ les frais généraux, impôts et taxes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- ☞ les fournitures – quelle qu'en soit la nature – nécessaires à la réalisation des prestations ;
- ☞ en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle du Titulaire ;
- ☞ en cas de cotraitances, la rémunération de la totalité des missions du mandataire du groupement ;
- ☞ toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe de l'acte d'engagement.

11.2.1 Prestations à prix forfaitaire

Le prix forfaitaire s'applique à l'exécution des prestations définies au présent Cahier des Clauses Particulières.

Ce prix forfaitaire est porté mensuellement et annuellement dans l'annexe financière.

11.2.2 Prestations à prix unitaires

CCI France peut être amené à demander au titulaire de réaliser des prestations ponctuelles définies au présent document qui ne figurent pas dans le cadre du forfait.

Ces prestations doivent faire l'objet d'un bon de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (Annexe AE - BP).

11.3 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

11.4 Forme des prix

Les prix sont fermes.

11.5 Clause de sauvegarde

Aucune augmentation de plus de 2% ne pourra intervenir sans accord préalable et écrit de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % (DEUX pour cent)

par an.

12. MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

12.2 Délai de règlement

CCI France règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

12.3 Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande, le cas échéant,
- la désignation de la prestation réalisée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations livrées ou exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront être adressées à :

CCI France
8-10 rue Pierre Brossolette - CS 90166
92309 Levallois-Perret Cedex

Les paiements sont effectués, au compte ouvert au nom du Titulaire et à la banque désignés dans l'acte d'engagement ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont réglées au Titulaire par CCI France dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

- en cas de sous-traitance, les factures du titulaire devront contenir, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.
- En cas d'absence sur les factures d'une des mentions légales ou contractuelles indiquées ci-dessus, le titulaire est informé que CCI France lui retournera ces factures.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il

facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

12.3.1 Acceptation du montant de la facture

CCI France vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par CCI France.

Il est notifié au titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus.

Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

12.3.2 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

12.3.3 Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par CCI France, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse au titulaire sa facture libellée au nom du titulaire qui la vise et l'envoie à CCI France à l'adresse de facturation indiquée.

La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

12.3.4 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et CCI France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par CCI France, déduction faite des éventuelles pénalités et réfections.

12.3.5 Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro

12.4 Délais de règlement et intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par CCI France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

13. AVANCE

Il est prévu une avance de 10% du montant TTC des prestations forfaitaires pour la première année. En cas d'acceptation du Titulaire porté à l'acte d'engagement, le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du marché.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20 % si le Titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 de ce même code.

Le remboursement de l'avance commence à s'effectuer lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du total du marché.

14. RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

15. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des clauses du présent CCP et du planning établi en accord avec les deux parties à l'accord-cadre.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés TTC.

Les pénalités peuvent être cumulées.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Toute fraction d'heure ou de jour ou de semaine compte pour une heure entière ou un jour entier ou une semaine entière.

15.2 Pénalités en cas de retard dans la fourniture des livrables

Constat	Montant de la pénalité
---------	------------------------

Retard constaté dès le lendemain de la date de livraison acceptée communément par les parties	90 € par jour de retard
Retard constaté dès le cinquième jour consécutif (ouvrable) de la date de livraison acceptée communément par les parties	180 € par jour à compter du 6 ^{ième} jour

15.3 Pénalité pour non-remplacement du personnel

	Montant de la pénalité
Non remplacement du personnel à compter du huitième jour	150 € par jour ouvré

15.4 Autres pénalités

Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées aux art. L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 10% du montant global exécuté de le marché peut être infligée au Titulaire après mise en demeure s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

15.5 Modalités d'application

Il est entendu que les pénalités peuvent se cumuler, leur application viendra en déduction des factures à payer au Titulaire.

Si des dysfonctionnements sont constatés à plusieurs reprises pendant l'exécution du marché, CCI FRANCE se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par mail avec RAR électronique dans les conditions prévues au CCAG-.

Par ailleurs, CCI FRANCE se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

16. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

17. SOUS-TRAITANCES – CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE

17.1 Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont les prestations effectuées par un professionnel externe, communément qualifiée de « sous-traitance », ne relèvent pas de la notion de sous-traitance telle que définie à l'article 1er de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 (avis du 24 juin 2010 du H3C). (Haut Conseil du Commissariat aux Comptes). Version consolidée au 16 janvier 2019.

En application de l'article L. 823-13 du code de commerce, les commissaires aux comptes peuvent se faire assister par des experts ou des collaborateurs qui peuvent appartenir à la structure d'exercice professionnel détentrice du mandat ou être des personnes « externes » à celle-ci. Un certain nombre de conditions doivent être respectées pour que le recours à des collaborateurs « externes » soit conforme aux dispositions légales et réglementaires et notamment à celles du code de déontologie.

17.2 Cession du marché

17.2.1 Cession du marché à la demande du titulaire

Le Titulaire doit informer CCI France de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

CCI France peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de CCI France et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par CCI France, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

En cas de cession du présent marché, le Titulaire devra remettre à CCI France, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées

17.2.2 Cession du marché à la demande de CCI France

CCI France peut également céder le présent marché à un autre pouvoir adjudicateur sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Cette cession prendra la forme d'un avenant de transfert.

18. DISPOSITIF DE VIGILANCE DE LA REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

19. RÉSILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

Outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, seront considérés comme des motifs pouvant entraîner la résiliation pour faute du Titulaire du marché :

- L'absence prolongée ou la récusation des profils mis à disposition par le Titulaire ;
- Le défaut de qualité majeur constaté ;
- La sous-traitance occulte ;
- Le cumul des pénalités ;
- Le défaut de régularisation fiscale et sociale.

20. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du pouvoir adjudicateur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

21. ATTRIBUTIONS DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur.

22. DÉROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Article du CCP	Dérogations au CCAG-PI
----------------	------------------------

3	4.1
5	3.7
7	30
8	3.4.3
15	14